



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

UN GRAND DEBAT POUR TENTER DE PIEGER LA COLERE

UNE SEULE REPONSE : AMPLIFIER LA PROTESTATION

BULLETIN NPA

22 JANVIER 2019

Grand débat : entourloupe et menace

« Pour moi, il n'y a pas de questions interdites », nous dit Macron. Mais pas question de rétablir l'ISF, ni de changer de cap sur les questions essentielles. Smic et salaires en général, chômage et précarité, retraites et CSG, allocations de misère : ces sujets ne sont pas au programme du « grand débat » qu'on nous propose. En gros « vous pouvez débattre, mais c'est moi qui tranche ». Cela sonne comme de la provocation.

Mais en ouvrant sur trois mois ce soi-disant « débat », le pouvoir parie sur un essoufflement du mouvement, et espère faire passer ceux et celles qui refuseront ce débat bla-bla pour des ennemis de la démocratie, sur lesquels il serait légitime que s'abatte sans pitié la répression policière et judiciaire.

Justice sociale, justice fiscale, des exigences légitimes

Pas de paix sociale sans réponse à l'urgence sociale

Dans le débat que nous propose Macron, aucune ouverture sur le Smic ou plus généralement sur les salaires. Comme si l'exploitation du travail salarié par les capitalistes n'était pas une usine à profits. Rien qu'avec les 57 milliards versés à leurs actionnaires en 2018 par les entreprises du CAC 40, les 40 plus grandes du pays, il y aurait de quoi financer une augmentation de 250€ bruts aux 19 millions de salariés du privé. Mais pas question de se mettre mal avec le monde patronal auquel il vient encore de dérouler le tapis rouge cette semaine à Versailles : il est là pour faire régner coûte que coûte, matraque à la main, « leur » ordre, l'ordre capitaliste.

Au chapitre du pouvoir d'achat, rien non plus dans le soi-disant débat de Macron sur la revalorisation des retraites, allocations, et minima sociaux, et encore moins sur leur indexation sur le coût de la vie.

Même pas question de revenir sur l'ISF et autres cadeaux faits aux plus riches.

Ni sur les énormes sommes allouées aux entreprises sous forme de Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) ou autres : un gouffre pour le budget de l'Etat sans effet sur l'emploi alors qu'il y aurait tant à

faire pour l'amélioration des services publics et la transition écologique.

Avec les 40 milliards du CICE en 2019, il y aurait de quoi par exemple financer plus d'un million d'emplois à 2900€ bruts (1700€ nets).

Contre ce gouvernement au service des riches et des patrons Une seule solution, un grand « tous ensemble » jusqu'à satisfaction

Macron ne cesse de répéter que la démocratie c'est les élections, qu'il a été élu sur un programme et donc qu'il n'est pas question de changer de cap sur le fond. Sauf qu'une élection due essentiellement au rejet de Marine Le Pen après ses maigres 18% au premier tour ne sauraient l'autoriser à se prévaloir d'un soutien majoritaire.

La mobilisation en « jaune » qui dure depuis novembre est là pour le lui rappeler. Et pour tous ceux et celles qui sont déterminés à continuer la mobilisation sur la question essentielle du pouvoir d'achat, l'heure est à porter la mobilisation à un cran supérieur pour construire un rapport de forces à même de faire plier le gouvernement.

Au-delà des manifestations du samedi, c'est l'ancrage des mobilisations dans les entreprises et les lieux de travail qui fera pencher la balance. Aux militants d'entreprises et gilets jaunes partageant cette conviction de défendre ensemble l'idée d'un véritable blocage de l'économie qui suppose la construction d'un mouvement de grèves se généralisant à tous les secteurs d'activité, avec pour horizon la préparation d'une grève générale.

Ensemble, dans les entreprises et les syndicats, sur les ronds points et dans les assemblées de gilets jaunes, donnons-nous les moyens de cet objectif.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur
l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



SMIC : MENSONGE A 100 BALLES !

Macron a annoncé 100€ d'augmentation du SMIC, « sans qu'il en coûte un seul euro de plus pour l'employeur ». Ce sera donc à nous de nous payer nous-mêmes ! Le taux horaires du SMIC ne sera pas augmenté, seulement la « prime d'activité » payée par la CAF (nos prestations sociales) : 20€ étaient déjà prévus en janvier et 60€ d'ici 2021. Le SMIC exonéré de cotisations sociales plus 60€ versés par anticipation et le tour est joué : 0€ de plus que prévu. Mais 55% des smicards ne la toucheront pas : il y a des critères (situation familiale, revenus du conjoint, APL...). Et comme c'est une prestation sociale et non du salaire, ça ne compte pas pour la retraite... Une arnaque sans nom !

SUPER, LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RENAULT !

Avant son arrestation, Carlos Ghosn avait salué « la remarquable contribution de Marc Ladreit de Lacharrière », un ami milliardaire, 28^{ème} fortune de France, qui avait embauché Pénélope Fillon. Ce personnage était responsable au Conseil d'Administration de Renault des rémunérations de 2002 à 2018. Il vient d'être condamné à 8 mois de prison avec sursis pour l'emploi fictif de Pénélope, la femme de son copain François Fillon. Quant au président du CA, Ghosn, encore PDG, il reste en prison. Entre gens riches on se comprend et on s'aide, mais parfois la justice vous rattrape !



GHOSN : ET EN PLUS, IL EST EXILÉ FISCAL !

Depuis 2012, Ghosn n'est plus résident fiscal en France mais aux Pays-Bas. En effet, en 2012, Ghosn était assujéti à l'impôt sur la fortune et à la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus, mise en place temporairement par Hollande la même année : Ghosn s'est tiré de ses obligations fiscales en France pour augmenter encore plus ses revenus et la société Renault Nissan RNBV, basée aux Pays Bas, a encore servi pour justifier cette magouille. Les gouvernements successifs, actionnaires de Renault, l'ont couvert.

Ils ont donné consigne à leurs représentants au Conseil d'administration de Renault de voter pour la reconduction de Ghosn tout en connaissant ses pratiques. Après l'incarcération de Ghosn au Japon, le ministre de l'économie avait déclaré : "Il n'y a rien de particulier à signaler sur le statut fiscal de Carlos Ghosn en France".

Rien de particulier en effet puisque Ghosn ne paye plus ses impôts en France...

MONTBÉLIARD : GILETS JAUNES ET ROUGES, TOUS ENSEMBLE.

Samedi 12 janvier, 800 manifestants, gilets jaunes de la région et les syndicats CGT, FSU et FO ont crié leurs revendications et réclamé le droit de continuer à s'installer dans les ronds-points et le droit de manifester. Les gilets jaunes ont ouvert une brèche qui n'est pas près de se refermer tant de nouvelles attaques sociales se profilent : décret du 30 décembre contre les chômeurs, réforme des retraites à venir qui va encore durcir les conditions d'accès et le montant des pensions. Au niveau national la répression policière n'a jamais été aussi féroce, les blessés graves sont nombreux mais rien ne semble arrêter la détermination des gilets jaunes. En 2019, de la rue et des ronds-points, la mobilisation doit s'étendre à tous les lieux de travail : c'est le seul moyen de toucher les capitalistes, au portefeuille !

MANIF INTERDITE À BELFORT ? ON S'EN FOUT !

La préfète du Territoire de Belfort a voulu interdire la manifestation des gilets jaunes ce samedi 19 janvier, car elle craignait des actes de violence. Résultat : 3 000 gilets jaunes ont manifesté de façon déterminée et pacifique.

FACE À LA DÉTRESSE DE FANNY, MURIEL PENICAUD MAL EN POINT !

Invitée de la matinale de France Inter, mardi 11 décembre, Muriel Pénicaud essuie la colère d'une auditrice. Fanny raconte son quotidien impossible, la disparition des services publics dans son coin de Bretagne, les 70 km aller-retour qu'elle doit faire pour se rendre chez Pôle Emploi. « Avec 407 euros, j'aimerais savoir comment exister ». Le quotidien de centaines de milliers de pauvres et de précaires, grands oubliés du discours de Macron parmi d'autres, éclate à la figure de la ministre. Déstabilisée, Muriel Pénicaud – ministre multimillionnaire, ex-DRH de chez Danone où elle a gagné 4,74 millions entre 2012 et 2014 – bafouille lamentablement : « On ne peut pas tout résoudre en un jour sur le transport, les dépenses contraintes, on a des pistes ... ». Pas étonnant qu'elle n'ait rien à dire. Entre leur monde et le quotidien de millions de gens, il y a un gouffre et un mépris justement dénoncés par des milliers de gilets jaunes et autres depuis deux mois.